

1993

Les luttes des « Sans » ou l'émergence de nouveaux mouvements sociaux

Les sans emplois, sans papiers, sans logement et sans droits s'organisent à partir de 1993. AC ! ouvre la marche (AC ! = Agir contre la chômage). Les lois PASQUA / PANDEREAU entraînent des mobilisations des sans papiers (le Quai de la Gare, St AMBROISE, St BERNARD). Pour obliger le gouvernement à appliquer la loi sur la réquisition des logements vides, une série d'occupation de locaux vides s'effectue à Paris (Rue du Dragon...) et ailleurs. En décembre 94, l'Association « Droit devant ! » se crée et lance « l'appel des sans ». La Fédération SUD-CRC et ses équipes sont impliquées dans ces différents mouvements, même si leur engagement a été de fait limité par la faiblesse des moyens.

Le choc psychologique qu'a représenté le passage à 3 millions de chômeurs fait émerger, au printemps 93, au sein de « Collectif » l'idée d'associer syndicalistes, chômeurs, associations diverses, mouvements de jeunesse, intellectuels... dans un même mouvement, pour exiger « l'Abolition du Chômage » (AC). Deux raisons justifient une telle démarche : le mouvement syndical est trop faible et divisé pour qu'il puisse seul inverser la tendance sur la déréglementation et le chômage ; l'emploi est au cœur des choix de société et nécessite que toutes les composantes de la société civile aient leurs mots à dire sur ces questions.

Le 19 octobre 1993, AC ! est constitué et se propose d'organiser d'avril à mai 1994, une grande marche des chômeurs à travers le pays, clôturée par une manifestation à Paris le 28 mai. S'y retrouvent des militants syndicaux issus de la CFDT, de la CGT, de la FSU (ex FEN), de SUD, du CRC, du SNUI et d'autres syndicats du Groupe des 10 avec des responsables d'associations de précaires et chômeurs (MNPC, APEIS...) ou de réseaux d'insertion, des militants associatifs (LDH, FASTI, CSF DAL, Coordination européenne des Femmes, Objecteurs de consciences, écologistes) auxquels se sont joints des chercheurs, des économistes, des sociologues...

Les marches ont totalisé plus de quatre mille kilomètres, regroupé plus de deux cents marcheurs permanents pour rejoindre Paris et probablement dix mille personnes marchant à leurs côtés, un, deux ou trois jours. C'est aussi neuf mille repas servis et un hébergement d'au moins trois mille nuitées assurées par les municipalités et comités d'accueil locaux dans les villes-étapes. Plus de vingt mille brochures de débat et d'information sur les droits des chômeurs et sur les moyens de combattre le chômage, quatre numéros d'un journal de la marche diffusés à trente mille exemplaires, des tracts et des affiches à profusion... En quelques mois, AC ! a réussi à développer des collectifs locaux et organiser cette première initiative nationale. A partir de cette expérience, deux marches européennes ont lieu en 1997 et 1999, avec la mise en place d'un réseau européen.

Les collectifs AC ! seront avec les chômeurs CGT, à l'initiative du mouvement des chômeurs qui, par ses occupations des ASSEDIC et autres lieux publics symboliques, va jouer les trublions pendant la sacro-sainte trêve des confiseurs en 1997.

AC ! a initié un nouveau type de mouvement social qui prendra des formes identiques sur la question des sans papiers et du logement. Mais au-delà, son exemple servira pour organiser la résistance face à l'AMI (Accord Mondial) avec la constitution d'ATTAC, ou lors de la rencontre internationale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle cette année.

Congrès fédéral 11 et 13 juin 1993 à ESQUIROL

Premier Congrès de la Fédération nationale CRC, il va permettre d'approfondir les débats autour de la structuration, du projet syndical et définir les priorités revendicatives pour les trois ans.

OFFENSIVE SYNDICALE (Numéro spécial de décembre 1999)
Bulletin de la Fédération National SUD-CRC